

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

42

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Conseil Municipal de la Ville de Dijon

Séance du 30 septembre 2013



MAIRIE DE DIJON

Président : M. REBSAMEN

Secrétaire : M. BORDAT

Membres présents : M. MILLOT - Mme POPARD - M. MAGLICA - M. DESEILLE - M. MASSON - Mme DILLENSEGER - M. MARTIN - Mme DURNERIN - M. GERVAIS - M. EL HASSOUNI - Mme METGE - M. DUPIRE - Mme REVEL-LEFEVRE - M. BERTELOOT - Mme AVENA - M. MEKHANTAR - Mme BIOT - Mme MARTIN - Mme KOENDERS - M. PRIBETICH - Mme DURNET-ARCHERAY - Mme GARRET-RICHARD - M. MARCHAND - M. JULIEN - M. PIAN - Mme LEMOUZY - M. DELVALEE - Mme ROY - Mme TRUCHOT-DESSOLE - Mme HERVIEU - M. ALLAERT - Mme FAVIER - M. BERTHIER - M. BEKHTAOUI - Mme MODDE - Mme MASLOUHI - M. GRANDGUILLAUME - Mme JUBAN - Mme MILLE - Mme GAUTHIE - M. BOURGUIGNAT - M. BROCHERIEUX - M. HELIE - M. DUGOURD - M. AYACHE - Mme VANDRIESSE

Membres excusés : Mme TENENBAUM (pouvoir M.MILLOT) - Mme BLETTYERY (pouvoir M. GRANDGUILLAUME) - Mme TROUWBORST (pouvoir M. DESEILLE) - M. LOUIS (pouvoir Mme DURNERIN) - Mme CHEVALIER (pouvoir M. BERTHIER) - M.OUAZANA (pouvoir M. DUGOURD)

Membres absents : M. IZIMER

OBJET

DE LA DELIBERATION

Budgets participatifs - Année 2013 - Présentation des projets des commissions de quartier

Madame Koenders, au nom des commissions de la citoyenneté et de la démocratie locale, et des finances, de la modernisation du service public et du personnel, expose :

Les conseils de quartier ont été créés conformément aux dispositions de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité. Le Conseil Municipal a décidé la mise en place, dès le 28 juin 2002, de trois conseils de quartier, divisés chacun en trois commissions de quartier. Lors du second renouvellement de leurs membres en octobre 2008, les neuf commissions de quartier ont été dotées de budgets participatifs. Comme en 2009, 2010, 2011 et 2012, ce dispositif devra permettre aux membres de soutenir des projets ou micro-projets et de s'impliquer dans leur mise en œuvre.

Pour leur financement, le Conseil Municipal a inscrit un crédit de 360 000 € au budget primitif 2013, soit 40 000 € par commission de quartier.

Afin d'aider les membres des commissions dans la hiérarchisation des projets, les critères suivants de sélection leur ont été proposés :

- investissement servant à l'amélioration du quartier,
- projet conforme à l'intérêt général, permettant aux habitants de se reconnaître dans leur quartier
- projet émanant des habitants, développant un esprit d'appartenance au quartier,
- projet permettant de fédérer les trois commissions correspondant au périmètre d'un même conseil.

La méthode de gestion de l'enveloppe des budgets participatifs a été définie selon la chronologie suivante :

- recensement des besoins et des souhaits des citoyens,
- chiffrage et avis techniques des services municipaux,
- présentation et hiérarchisation des projets par les commissions.

Les membres des commissions de quartier ont également veillé à ce que les projets qu'ils ont retenus contribuent à la vie du quartier, à sa connaissance par ses habitants et par les autres habitants de Dijon, à son embellissement, à la mobilité urbaine, à la cohésion intergénérationnelle et à la cohésion sociale.

Des groupes de travail spécifiques se réuniront pour valider les étapes techniques des projets, avec la participation et le soutien des services techniques de la Ville.

Une présentation du démarrage et des avancées des projets retenus sera faite aux membres, dans chaque commission de quartier. Chaque projet fera l'objet d'une inauguration et d'une valorisation dans « Dijon Mag ».

La liste des projets proposés par chacune des neuf commissions est annexée au rapport.

Si vous suivez l'avis favorable de vos commissions de la citoyenneté et de la démocratie locale, et des finances, de la modernisation du service public et du personnel, je vous demanderai, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

1- approuver la liste des projets proposés par les commissions de quartier, à financer dans le cadre des budgets participatifs 2013, annexée au rapport ;

2- m'autoriser à signer tout acte à intervenir pour la mise en œuvre de ces projets.

RAPPORT ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ